



Egypte et Tunisie, laboratoires du plan économique néocolonial d'Obama

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 22 mai 2011

[ilmanifesto.it](#) 22 mai 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [LE MAGHREB](#)



Le président Obama, dans son discours sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, annonce un grand plan économique de « soutien à la démocratie ». Les premiers pays où il sera réalisé sont l'Egypte et la Tunisie. A la demande de Washington, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international présenteront au sommet G-8 du 26-27 mai en France, un plan pour « stabiliser et moderniser les économies égyptienne et tunisienne ».

Les Etats-Unis, ajoute Obama, ne veulent pas qu'une Egypte démocratique soit alourdie par la dette du passé : ils prennent donc à leur charge 1 milliard de dollars de la dette extérieure égyptienne. Mais ne dit pas que, si l'Egypte s'est endettée pour plus de 30 milliards de dollars bien qu'étant un gros exportateur de pétrole et de gaz naturel et même de produits finis, cela est dû au fait que son économie est dominée par les multinationales étasuniennes et européennes à qui Moubarak avait largement ouvert les portes. Une telle domination se renforcera puisque la quote-part de la dette égyptienne prise en charge par Washington permettra aux multinationales étasuniennes d'obtenir des parts d'entreprises et de concessions pétrolifères pour une valeur d'un milliard de dollars, sans déboursier le moindre sou. Toujours pour « renforcer la croissance et l'entrepreneuriat » en Egypte, les USA garantiront aussi un prêt d'1 milliard de dollars, resserrant ainsi encore plus le nœud coulant de la dette. Et Washington poursuit les mêmes buts en Tunisie.

En même temps, annonce Obama, les Etats-Unis sont en train de créer des « fonds d'entreprise à investir en Egypte et Tunisie, sur le modèle de ceux qui ont soutenu la transition en Europe orientale », c'est-à-dire son assujettissement aux puissances occidentales. C'est une initiative bipartisane promue par le sénateur démocrate John Kerry et par le républicain John McCain. L'objectif de ces investissements en Egypte et Tunisie est de « promouvoir le secteur privé et de joint-venture avec des entreprises étasuniennes » et « la création d'une classe moyenne ». Les USA visent aussi la conquête des petites et moyennes entreprises : en Egypte elles sont 160mille, auxquelles s'ajoutent 2,4 millions de micro-entreprises. Le but de ces investissements est révélé par le règlement du Fonds d'entreprise USA-Egypte : il sera gouverné par un conseil directorial de 4 citoyens privés étasuniens et 3 Egyptiens et ces derniers aussi seront « nommés par le président des Etats-Unis ».



Les régimes de Moubarak et Ben Ali étant écroulés, Washington tente de cette façon de créer une nouvelle base sociale qui garantisse ses intérêts en Egypte et Tunisie. Ces deux pays seront le laboratoire où l'on mettra au point le plan, qui prévoit l'allocation de 2 milliards de dollars pour « soutenir les investissements privés dans toute la région » et lancer une « initiative globale de partenariat de commerce et d'investissements au Moyen-Orient et en Afrique ». A ce plan, ajoute Obama, participe aussi la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), qui se prépare à « fournir à la transition démocratique et à la modernisation économique au Moyen-Orient et en Afrique le même soutien donné pour l'Europe orientale ». Obama annonce enfin que « nous aiderons les nouveaux gouvernements démocratiques à récupérer les biens volés ». Claire est ici la référence aussi aux fonds souverains libyens – plus de 150 milliards de dollars- « congelés » surtout par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Quand ils seront « décongelés », il seront transformés en « fonds d'entreprise » pour s'approprier l'économie libyenne.

Edition de dimanche 22 mai de il manifesto,

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110522/manip2pg/03/manip2pz/303602/>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

La source originale de cet article est [ilmanifesto.it](http://www.ilmanifesto.it)

Copyright © [Manlio Dinucci](http://www.ilmanifesto.it), [ilmanifesto.it](http://www.ilmanifesto.it), 2011

Articles Par : [Manlio Dinucci](http://www.ilmanifesto.it)

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au

quotidien italien il manifesto. Parmi ses derniers livres: Geocommunity (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; Geolaboratorio, Ed. Zanichelli 2014; Se dici guerra..., Ed. Kappa Vu 2014.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca